

FUSION 78 – 92
Séance du 30 juin 2017
Intervention d'Yves Vandewalle

Monsieur le président, mes cher(e)s collègues,

Vos talents de pédagogue que j'admire ont fait merveille puisque 38 membres de notre assemblée ont fait leur dictée sans faute, 38 membres de notre assemblée vous ont « spontanément » écrit pour vous demander de fusionner notre département avec celui des Hauts de Seine ! Les jeux sont donc faits et je salue ce travail d'orfèvre ! Même la presse locale fait dans le publiereportage !

Il est vrai que vous n'avez pas ménagé vos efforts pour arriver à vos fins, notamment pour séduire les ruraux comme à Rambouillet où vous avez fait quelques belles promesses la semaine dernière. J'espère simplement qu'elles se concrétiseront par des moyens à la mesure des enjeux. Un regret toutefois : vous avez oublié la première priorité issue des Assises de la ruralité, à savoir les transports comme on va encore le voir tout à l'heure et je pense en particulier à l'aménagement de la RN 10.

Dans quelques minutes la fusion va donc être votée sans aucune étude d'impact, sans savoir quelles en seront les conséquences sur la fiscalité ou la politique d'aménagement du territoire.

Un seul exemple : il y a une vraie logique territoriale le long de la vallée de la Seine, mais l'avenir de Versailles Grand Parc et de Saint Quentin en Yvelines se joue avec l'OIN de Paris-Saclay, c'est-à-dire avec le département de l'Essonne. Va-t-on se marier aussi avec l'Essonne ? Et Védécom, serait-il à Satory avec la fusion ? La réponse est non.

Quant à la fiscalité, s'en remettre à la générosité des Hauts de Seine c'est faire preuve d'une touchante naïveté !

Mais comme le débat de fond est clos avant même d'avoir commencé, je n'y reviendrai pas puisque c'est inutile.

Beaucoup ont pris pour argent comptant vos précautions oratoires quand vous expliquiez il y a seulement un an et demi que l'on avancerait pas à pas. Je n'y ai jamais cru et j'ai toujours préféré la clarté de Patrick Devedjian qui avait annoncé la fusion dans les deux ans aux vœux de janvier 2016. C'est lui qui disait la vérité.

Et pour cause puisque c'est une opération purement politique dont l'initiative revient précisément à Patrick Devedjian qui cherchait une parade pour éviter d'être incorporé de force dans la métropole de Paris. Vous en doutez ? Relisez son interview parue dans le journal *Le Monde* le 16 janvier 2014... bien avant les dernières élections départementales. Cette fusion est vraiment du grand art : donner l'apparence d'un coup de génie à une opération politicienne !

Pour précipiter le mouvement, vous avez d'abord surjoué et mis en scène en 2016 certaines difficultés budgétaires comme le prouve le confortable compte administratif 2016 que nous venons de voter. Et maintenant, vous tirez argument de l'électrochoc politique qu'a été l'élection d'Emmanuel Macron pour précipiter la décision et escamoter le débat de fond que vous nous aviez annoncé pour l'automne.

Ce qui me heurte le plus, c'est le mépris pour nos électeurs à qui la vérité a été soigneusement cachée puisque tout était connu avant les élections départementales. Comment une assemblée élue en 2015 peut-elle vouloir aujourd'hui saborder le navire ?

Je sais comme tout le monde que le mandat n'est pas impératif, mais la démocratie c'est d'abord le respect des électeurs, le respect des engagements pris.

Les socialistes qui l'avaient oublié viennent d'en faire l'amère expérience avec François Hollande et le brillant résultat électoral que l'on sait !

Les Yvelinois ne nous ont pas conféré les pleins pouvoirs et cet unanimisme de façade ne convainc personne. Inutile donc de s'étonner du résultat des dernières élections, les Français sont exaspérés par ces pratiques politiques d'un autre âge.

Ce qui nous sépare, monsieur le président, est très simple : vous êtes porteur d'une vision pessimiste et défaitiste de notre avenir quand vous dites que les Yvelines n'ont plus les moyens de financer leur développement, alors que je suis optimiste pour l'avenir de notre territoire qui est riche d'un tissu économique de premier ordre et d'un cadre de vie attractif. Je n'ai pas peur des paris sur l'avenir, monsieur le président, mais je n'aime pas les paris perdants et je préfère que nous restions les maîtres de notre destin.

Pour terminer sur une note positive je ne vois qu'un argument, fort mais insuffisant, en faveur de la fusion : c'est de constituer à l'ouest une force politique suffisante pour peser sur l'Etat et la Région dont la politique de rééquilibrage à l'est finit par créer de nouveaux déséquilibres en défaveur de l'ouest parisien. Déshabiller Paul pour habiller Jacques n'est pas de bonne politique, l'Île de France doit au contraire jouer de tous ses atouts et mobiliser toutes ses forces pour demeurer dans le peloton de tête des grandes métropoles mondiales.

En votant cette délibération, notre Assemblée va confier notre avenir à Emmanuel Macron. C'est lui qui aura le dernier mot car c'est le gouvernement qui a le pouvoir d'approuver ou non la fusion. Une décision subordonnée à une inconnue, la nécessaire réforme de l'architecture administrative de l'Île de France.

Je vous remercie de votre attention.